



# ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

## LE PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION HAUTES-ALPES



### Sommaire

- p. 02 Un dynamisme démographique modéré
- p. 03 Un tissu économique porté par les TPE
- p. 04 Un avenir incertain pour l'emploi
- p. 05 Le profil des emplois du territoire
- p. 06 50% des offres d'emploi se répartissent sur trois domaines professionnels
- p. 07 Une réduction du potentiel d'emploi
- p. 09 La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe
- p. 10 La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la situation de la demande d'emploi entamée fin 2018 - Le chômage de très longue durée perdure
- p. 11 Les mutations du marché du travail - Près de 14 600 reprises d'emploi en 2019
- p. 12 Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022
- p. 13 2 120 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019 - Pôle emploi est le principal prescripteur de formation en région
- p. 14 61% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation - Les AFPR permettent un meilleur accès à l'emploi
- p. 15 Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi
- p. 16 En résumé
- p. 17 Méthodologie

### L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

La crise sanitaire de la COVID-19 et le confinement associé, qui a duré du mardi 17 mars au lundi 11 mai, ont entraîné l'arrêt de nombreuses activités économiques. En termes économiques, on s'attend donc à des répercussions dans les secteurs phares de la région.

Les chiffres clés du territoire :

- ① 141 800 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2020.
- ② 17 310 établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- ③ 47 320 salariés des secteurs public et privé au 30 juin 2020
- ④ 12 270 offres diffusées sur le site de [www.pole-emploi.fr](http://www.pole-emploi.fr) de juillet 2019 à juin 2020.
- ⑤ 7,2% de taux de chômage au 1<sup>er</sup> trimestre 2020.
- ⑥ 15 220 demandeurs d'emploi toutes catégories au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 ; 48% de demandeurs d'emploi indemnisés au 1<sup>er</sup> trimestre 2020.
- ⑦ 14 310 demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, dont 12% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 9% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et 1% résidents en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



### Un dynamisme démographique modéré

En 2020, le nombre d'habitants des Hautes-Alpes augmente progressivement pour atteindre les 141 760 habitants [cf. [Tableau 1](#)].

La densité de population est de 25 habitants au km<sup>2</sup> (119 pour FM<sup>(1)</sup>). Le département fait parti des départements les moins peuplés de la région et le troisième moins peuplé de France métropolitaine.

Les Hautes-Alpes affichent un rythme de progression plus mou ces dernières années, de +1,05% en moyenne par an entre 2007 et 2012 à 0,25% entre 2012 et 2017. Cet accroissement, malgré sa faible significativité, est essentiellement dû au solde migratoire (écart entre les entrées et les sorties du territoire).

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, les moins de 25 ans restent moins nombreux dans les Hautes-Alpes qu'en France métropolitaine, ils représentent 25% de la population (29% FM). Les 25-54 ans sont les plus représentés dans le département (72% de la population), vient ensuite les plus de 65 ans (23%).

<sup>(1)</sup> FM : France métropolitaine

Tableau 1

#### Estimation de la population au 1<sup>er</sup> janvier 2020

	Nombre d'habitants		Poids	
	France métro.	Hautes-Alpes	France métro.	Hautes-Alpes
Hommes	31 378 900	<b>69 200</b>	48%	<b>49%</b>
Femmes	33 519 100	<b>72 500</b>	52%	<b>51%</b>
- 25 ans	19 025 900	<b>35 700</b>	29%	<b>25%</b>
25-49 ans	19 944 700	<b>40 100</b>	31%	<b>28%</b>
50 ans & +	25 927 300	<b>66 000</b>	40%	<b>47%</b>
Ensemble	64 898 000	<b>141 800</b>	100%	<b>100%</b>

Source : INSEE, Recensement de la population

Tableau 2

#### Estimation de la population active au 1<sup>er</sup> janvier 2017

	Nombre d'actifs		Poids	
	France métro.	Hautes-Alpes	France métro.	Hautes-Alpes
15-24 ans	3 069 900	<b>5 900</b>	10%	<b>9%</b>
25-54 ans	22 321 000	<b>47 200</b>	75%	<b>74%</b>
55-64 ans	4 499 500	<b>11 000</b>	15%	<b>17%</b>
Ensemble	29 890 400	<b>64 100</b>	100%	<b>100%</b>

Source : INSEE, Recensement de la population

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2012 et 2017 : davantage de cadres et professions intellectuelles supérieures (+0,7 pt), de professions intermédiaires (+0,4 pt) et moins d'ouvriers et d'agriculteurs (-0,8 pt et -0,3 pt).

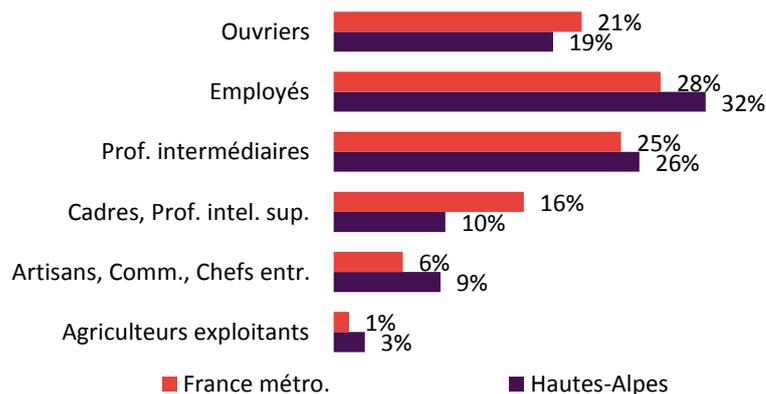
Source : INSEE, Recensement de la population

Le nombre d'actifs début 2017 est de plus de 64 000, dont 74% des 25-54 ans (74% FM). [cf. [Tableau 2](#)].

Les actifs du département sont toujours composés en majorité d'employés et de professions intermédiaires [cf. [Graphique 1](#)].

Graphique 1

#### Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2017



### EN SAVOIR PLUS

- Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE ([lien](#))

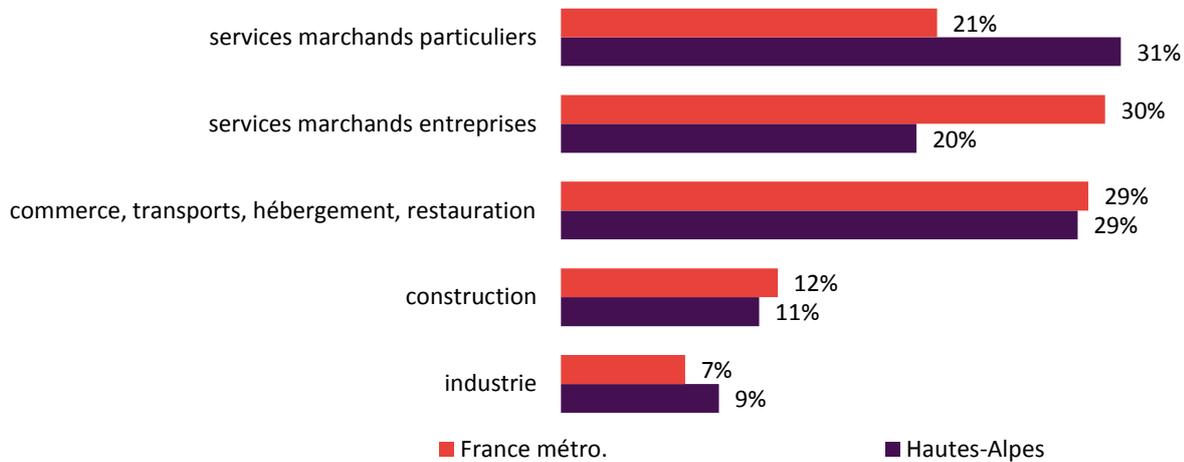


## Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2017, 17 310 établissements composent les activités marchandes départementales hors agriculture, soit 0,3% de l'ensemble des établissements de France métropolitaine. Fin 2016, le poids de l'emploi présentiel est supérieur à celui de France métropolitaine (81% contre 66%). L'économie du département est orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes [cf. Graphique 2]. Selon l'INSEE, près d'un emploi touristique sur trois émane de l'hébergement restauration.

Graphique 2

### Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

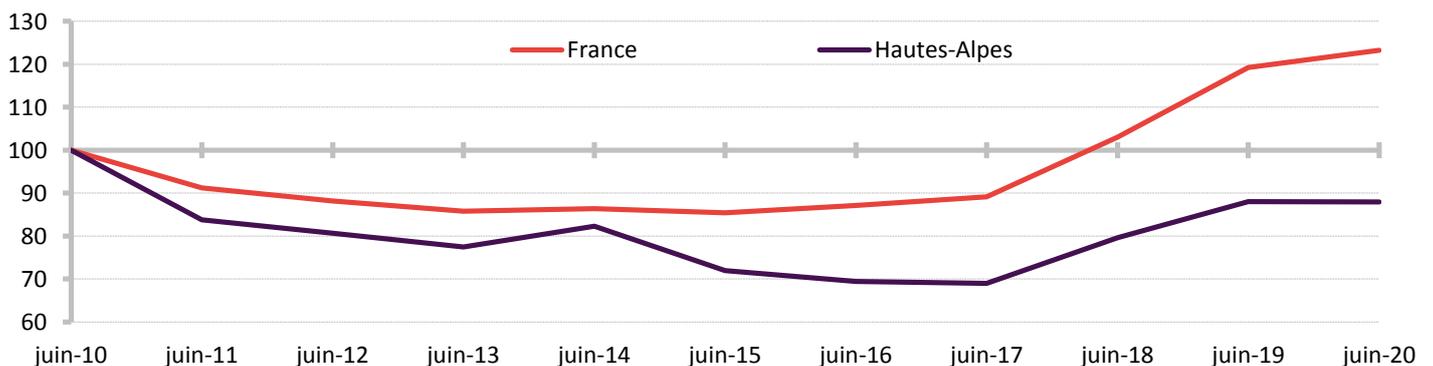
Le tissu économique du département est marqué par l'importance des entreprises de moins de 10 salariés (96% contre 94% FM en 2015). Le taux de créations d'entreprise est de 10% en 2017 (13% FM).

À fin juin 2020, le volume de créations de micro-entreprises sur 12 mois augmente sur un rythme plus modéré que l'an passé (de +2% dans les Hautes-Alpes et de +5% en France) pour atteindre son niveau proche de 2013. Cette croissance découle notamment d'un contexte politique plus favorable avec des projets tel que la loi PACTE (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises) [cf. Graphique 3]. Le volume global de créations d'entreprise poursuit la hausse amorcée en 2017.

Dans le même temps, le nombre de défaillances sur douze mois augmente de +2% (-25% France), pour s'établir à 100 dans les Hautes-Alpes.

Graphique 3

### Évolution du cumul 12 mois des créations d'entreprise - indice base 100 au 30 juin 2010



Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - données brutes

### Un avenir incertain pour l'emploi

À fin juin 2020, 47 320 personnes sont salariées dans les Hautes-Alpes, que leur employeur soit privé ou public. À fin décembre 2018, l'INSEE chiffre à 12 700 le nombre de salariés dans la fonction publique dans les Hautes-Alpes, soit 26% de l'emploi total régional (21% FM). Il y a proportionnellement dans le département plus de fonctionnaires dans la fonction publique hospitalière qu'en France métropolitaine.

Sur le passé récent, les aides en faveur de l'emploi ont été modifiées. Les CIE étant supprimés, 230 embauches en Parcours Emploi Compétences (PEC) ont été contractées en 2019 en Hautes-Alpes [cf. [Tableau 3](#)].

Tableau 3

#### Entrées en contrat aidé en 2019

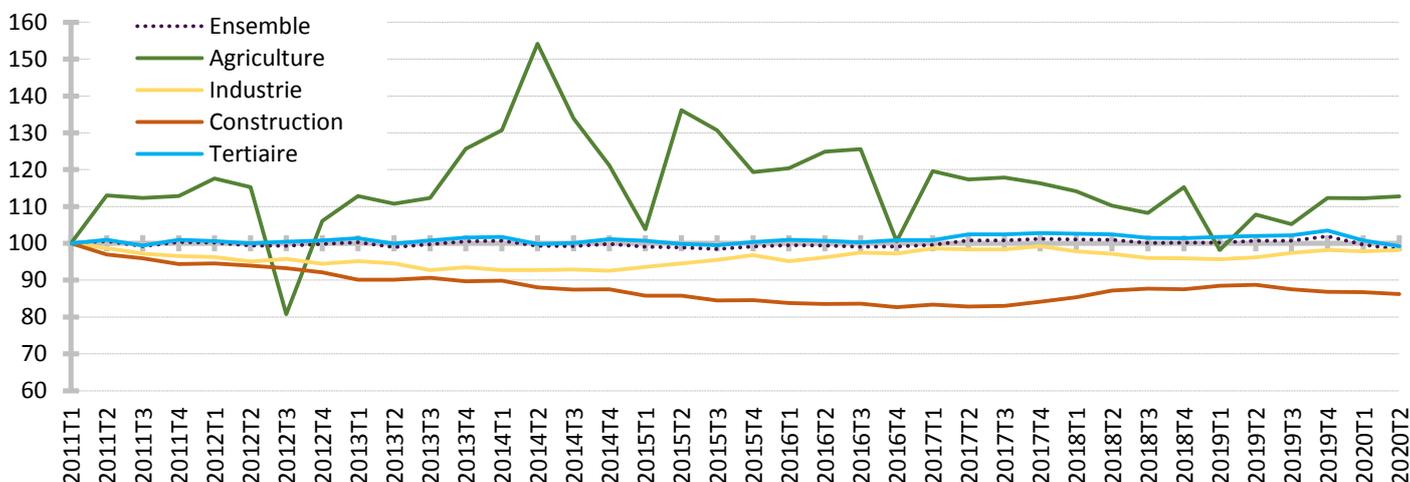
	France métro.	Hautes-Alpes
Contrats uniques d'insertion / Parcours emploi compétences	78 400	200
Contrats à durée déterminée d'insertion	173 100	600
Contrats d'apprentissage	347 400	700
Parcours contractualisés d'accompagnement vers l'emploi	321 300	800
Garanties jeunes	91 400	200

Source : DIRECCTE, Politiques d'aide à l'emploi

Dans les Hautes-Alpes, le nombre de salariés a peu varié entre 2011 et 2015 puis progressait régulièrement jusqu'en décembre 2019. Cette progression marque un coût d'arrêt en 2020. Le nombre de salariés diminue de -2,4% par rapport à fin juin 2019 (-2,3% au national) [cf. [Graphique 4](#)]. Le secteur de l'industrie maintient ses emplois depuis le premier trimestre 2015. Entre juin 2019 et juin 2020 le niveau d'emploi dans ce secteur progresse (2,1%). Le secteur de l'agriculture gagne également des postes (+4,5% entre juin 2019 et juin 2020). L'intérim, habituellement très représenté dans le département du fait de la forte saisonnalité, connaît une importante baisse entre juin 2019 et juin 2020 (-6,7%). Les secteurs tertiaires et de la construction, malgré un maintien des emplois ce dernières années connaissent une baisse entre juin 2019 et juin 2020 (respectivement -2,7% et -2,8%). Ces baisses sectorisées de l'emploi sont les prémices des effets de la crise sanitaire.

Graphique 4

#### Évolution de l'emploi salarié total par grand secteur (indice de référence au 31 mars 2011 = 100)



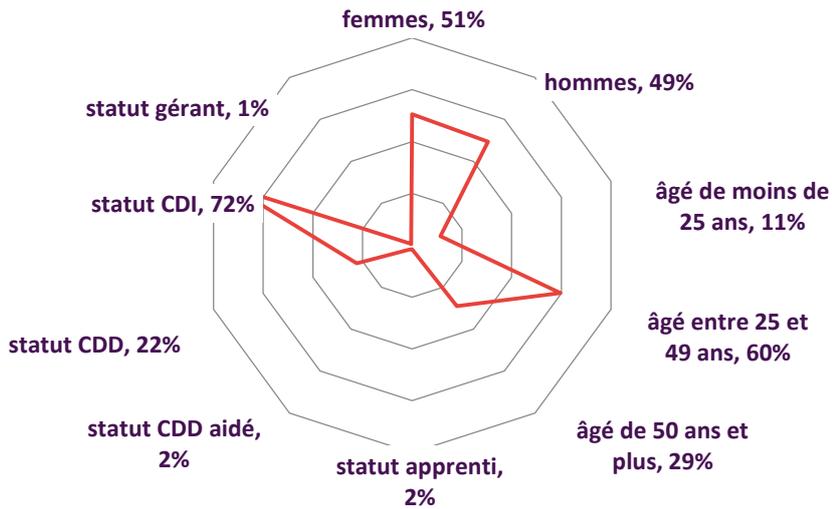
Source : INSEE, Estimations d'emploi trimestrielles



## Le profil des emplois du territoire

Graphique 5

### Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



Source : ACOSS - Pôle emploi SISP / DADS 2016

À fin 2016, 36 450 personnes étaient salariées dans les Hautes-Alpes, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 5]. Le salarié type est âgé de 25 à 49 ans dans 60% des cas et en CDI dans 72% des cas.

41% des femmes travaillent à temps partiel, contre 13% pour les hommes. 10% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (5% des hommes) [cf. Tableau 4].

L'étude des DADS fait ressortir l'administration publique générale comme le 1<sup>er</sup> secteur employeur du département en NACE 700 [cf. Tableau 5].

Tableau 4

### Répartition du temps de travail par sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
Quotité de travail de moins de 25%	5%	3%	4%
Quotité de travail entre 25% et 50%	5%	2%	4%
Quotité de travail entre 50% et 75%	15%	5%	10%
Quotité de travail de 75% et plus	15%	3%	9%
Temps plein	59%	87%	73%

Source : ACOSS - Pôle emploi SISP / DADS 2016

Tableau 5

### Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Administration publique générale	4 600	13%
Téléphériques et remontées mécaniques	1 600	4%
Restauration traditionnelle	1 400	4%
Hôtels et hébergement similaire	1 300	4%
Activités hospitalières	1 300	4%
Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	1 000	3%
Supermarchés	800	2%
Commerce de détail d'articles de sport en magasin spécialisé	800	2%
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	700	2%
Action sociale sans hébergement n.c.a.	500	1%
<b>Ensemble</b>	<b>36 500</b>	<b>100%</b>

Source : ACOSS - Pôle emploi SISP / DADS 2016

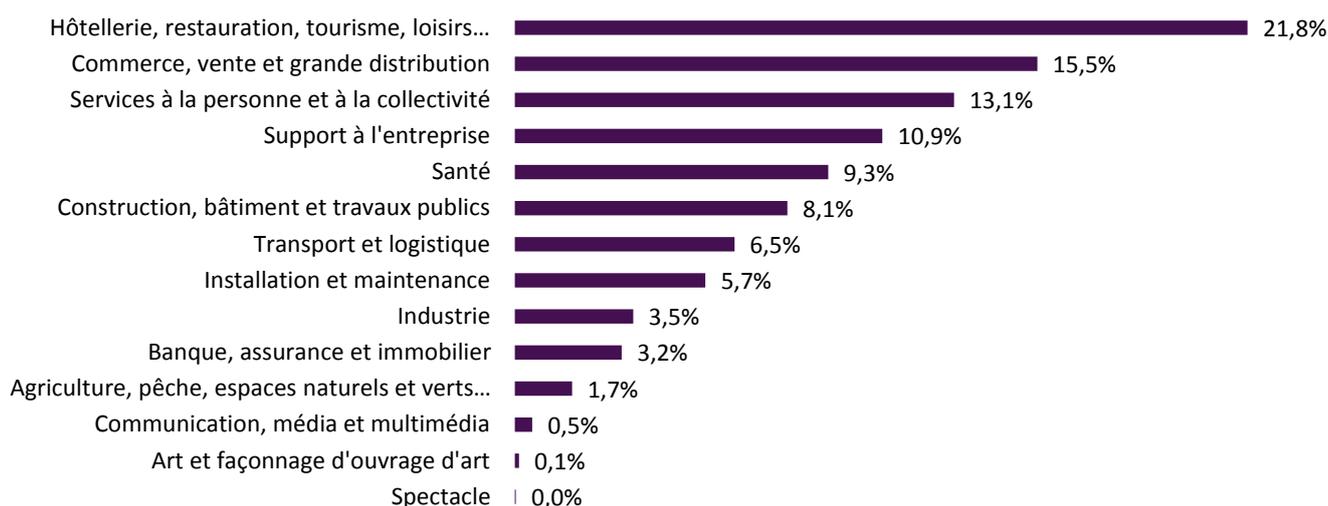
### 50% des offres d'emploi se répartissent sur trois domaines professionnels

Afin d'accroître la transparence du marché du travail, Pôle emploi a mis en place en 2015 un agrégateur des offres d'emploi. Les offres d'emploi diffusées par Pôle emploi et publiées sur le site internet de Pôle emploi proviennent ainsi de deux sources : les offres déposées directement à Pôle emploi par les employeurs et les offres transmises à Pôle emploi par des sites partenaires pour rediffusion.

De juillet 2019 à juin 2020, 12 260 offres d'emploi ont été diffusées sur le site de Pôle emploi dans les Hautes-Alpes. 63% de ces offres ont été collectées par Pôle emploi et 37% transmises par des sites partenaires. Sur cette même période, les métiers de l'hôtellerie, restauration, tourisme, loisirs et le commerce, vente et grande distribution enregistrent le plus grand nombre d'offres diffusées avec respectivement 22%, 15% [cf. Graphique 6].

Graphique 6

#### Répartition par métier agrégé des offres d'emploi diffusées sur le site de Pôle emploi de juillet 2019 à juin 2020



Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 6

#### Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres diffusées)

Rang	Métier	Volume	Poids
1 <sup>er</sup>	Personnel de cuisine	580	5%
2 <sup>e</sup>	Service en restauration	540	4%
3 <sup>e</sup>	Soins d'hygiène, de confort du patient	320	3%
4 <sup>e</sup>	Magasinage et préparation de commandes	290	2%
5 <sup>e</sup>	Nettoyage de locaux	290	2%

Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

#### Impacts de la crise sanitaire sur les offres diffusées à Pôle emploi :

Compte-tenu du fait que les offres provenant des partenaires sont dépendantes des caractéristiques de ces derniers telles que la spécialisation par secteur, la popularité des sites, etc..., il convient d'analyser indépendamment les deux composantes des offres diffusées.

Le nombre d'offres diffusées sur les douze derniers mois à fin juin 2020 est de 12 270.

En ce qui concerne le nombre d'offres déposées à Pôle emploi, qui est une grandeur comparable dans le temps, il ressort de la crise sanitaire une baisse de -9% sur les douze derniers mois à fin juin 2020, soit un total de 7 770.

#### EN SAVOIR PLUS

- Offres diffusées par Pôle emploi en région ([lien](#))



## Une réduction du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi illustre un contexte défavorable. En effet, à fin juin 2020, le nombre de déclarations d'embauche sur les douze derniers mois diminue de -3% sur un an et s'établit à 80 990 unités [cf. Tableau 7]. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (19 970 soit 25% des DPAE), les secteurs des activités de services administratifs et de soutien (24 120 soit 30% des DPAE), de l'hébergement restauration (13 420 soit 17% des DPAE et 22% des DPAE hors intérim) et de la santé humaine et action sociale (9 505 soit 12% des DPAE et 16% des DPAE hors intérim) sont ceux qui ont le plus embauché au cours de l'année. Toutefois, ils utilisent majoritairement les contrats précaires.

Tableau 7

### DPAE par durée de contrat (cumul entre juillet 2019 et juin 2020)

	Volume	Poids	Évolution
Contrats de moins d'un mois	31 200	39%	-10%
Missions intérimaires	20 000	25%	+5%
Contrats de six mois et plus	8 600	11%	-3%
-Autres- (*)	21 200	26%	
<b>Ensemble</b>	<b>81 000</b>	<b>100%</b>	<b>-3%</b>

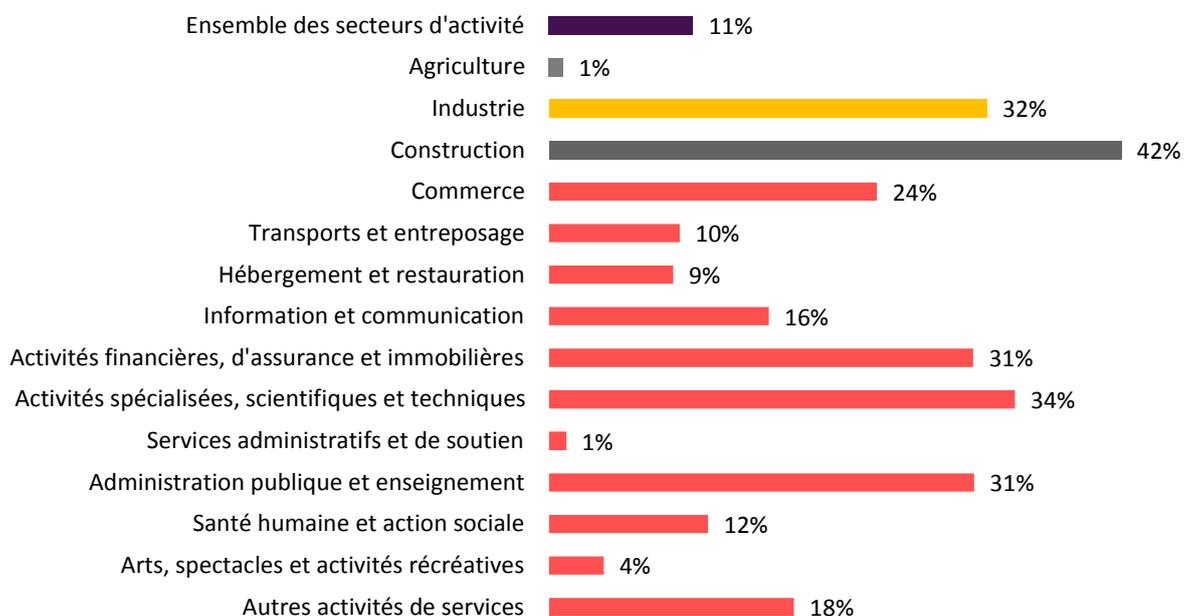
(\*) Autres comprend les "1-5 mois" et les "non renseignés"

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 11% des DPAE. La construction et les activités spécialisées, scientifiques et techniques (chacune 2% des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 42% et 34%. Les secteurs de l'industrie, des activités financières d'assurance et immobilières et l'administration publique et enseignement (respectivement 2%, 1%, 5% des DPAE hors intérim) ont recours dans près d'un tiers des cas à de l'emploi durable [cf. Graphique 7].

Graphique 7

### Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

## EN SAVOIR PLUS

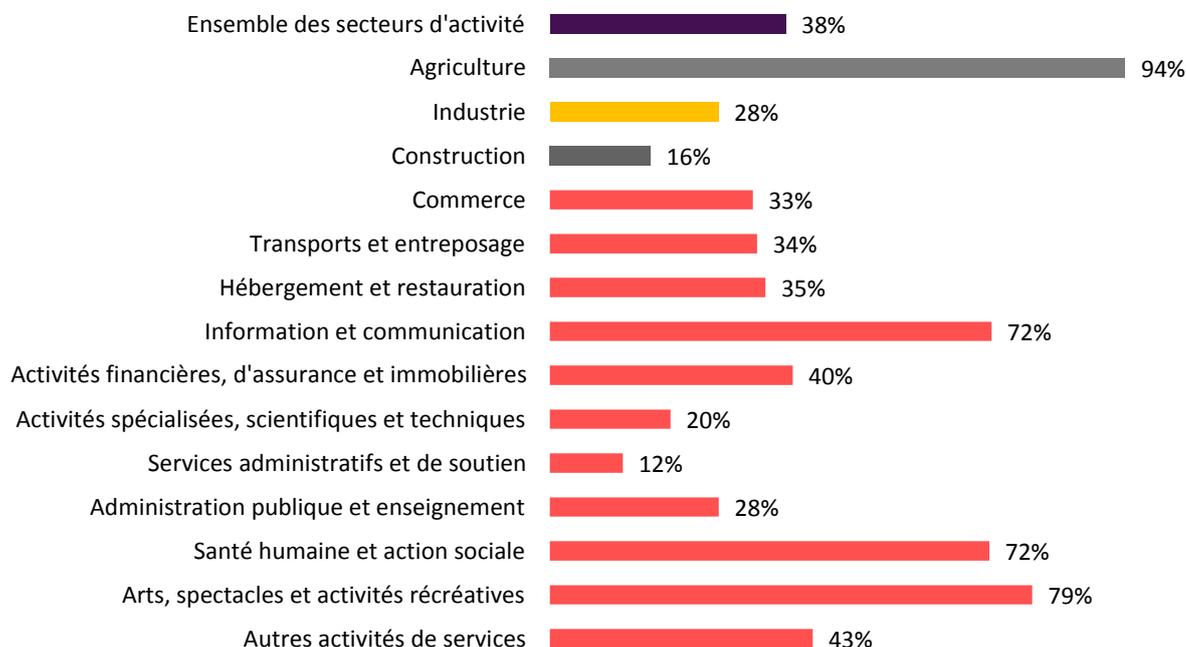
- les publications de l'ACOSS-URSSAF ([lien](#))



Près de quatre DPAE sur dix concernent des contrats d'une durée inférieure à un mois. Néanmoins, pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 8], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'agriculture, le spectacle respectivement (10% et 7% des DPAE hors intérim). Le secteur de la santé humaine et action sociale présente aussi une forte part de contrats courts.

Graphique 8

### Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2019 - juin 2020)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

#### Impacts de la crise sanitaire sur les DPAE à Pôle emploi :

Sur les douze derniers mois et essentiellement sur le dernier trimestre, pendant lequel s'est déroulé le confinement, la plupart des sous-secteurs ont effectué moins de recrutements que sur la période annuelle précédente.

L'administration publique a recruté 2 920 contrats, soit +34% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019. L'enseignement a embauché 1 140 personnes, soit +24% par rapport au cumul juillet 2018 - juin 2019. Ces augmentations sont cohérentes avec la crise sanitaire et le maintien de certaines activités. A contrario, certaines ont dû s'arrêter, réduisant les opportunités d'embauche, notamment dans l'hébergement restauration (-14%) et des arts, spectacles et activités récréatives (-19%). En effet, les cafés restaurants ont été fermés, les spectacles et manifestations ont été annulés. Les établissements de travail temporaire ont pourvu moins d'embauches que sur la période précédente (+5%), témoignant d'une baisse d'activité.

#### Les intentions d'embauches issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre

##### Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 :

Cette enquête repose sur les réponses des employeurs, interrogés fin 2019 sur leurs intentions d'embauche et leurs difficultés de recrutement anticipées. Habituellement, l'enquête BMO sert à guider l'action publique en identifiant les métiers et les bassins d'emploi pour lesquels on observe de fortes intentions d'embauche, pouvant nécessiter de mettre en place par exemple des formations ou d'accompagner des mobilités professionnelles. Avec la crise du coronavirus, ces prévisions d'embauche ne sont évidemment plus d'actualité, et cette enquête ne pourra pas avoir le même usage opérationnel que les années précédentes. Cependant, les résultats de cette enquête donnent une information sur la conjoncture et les anticipations des employeurs fin 2019 : à ce titre, ils peuvent être utilisés à des fins d'études et de recherche.

#### EN SAVOIR PLUS

- Requêteur de données de l'enquête Besoins en Main d'Oeuvre 2020 en Provence-Alpes-Côte d'Azur ([lien](#))

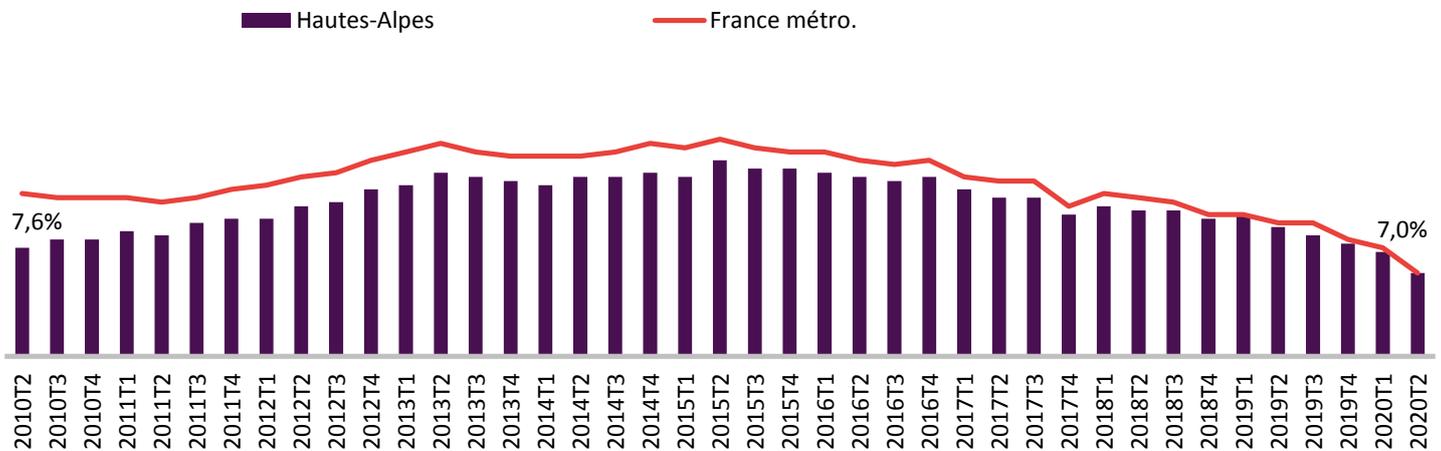


## La crise sanitaire a stoppé l'amélioration de la situation de la demande d'emploi entamée fin 2018

Les Hautes-Alpes ont le taux de chômage le plus faible de la région et un taux équivalent à celui de la France (7,0%). Avec une baisse de -1,1 pt sur un an, le taux de chômage du département atteint son niveau le plus bas depuis fin 2008 [cf. Graphique 9].

Graphique 9

### Taux de chômage localisé

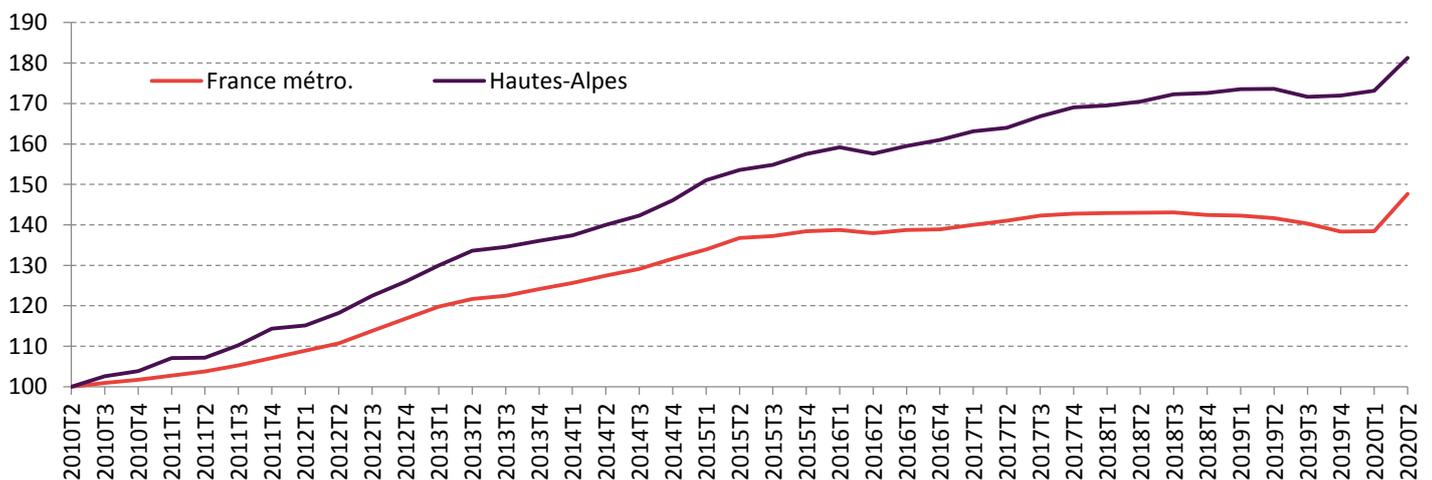


Source : INSEE, enquête Emploi

Du côté de la demande d'emploi, le niveau maximum a été atteint en juin 2020 avec 14 310 DEFM cat. ABC (demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi et immédiatement disponibles). La baisse amorcée en février 2020 du nombre de personnes inscrites à Pôle emploi a été interrompue par le confinement (+4,4% entre juin 2019 et juin 2020). Le département affiche une tendance similaire à la France métropolitaine (+4,2% entre juin 2019 et juin 2020) [cf. Graphique 10]. Sur les douze derniers mois, les entrées de la liste sont nettement supérieures aux sorties de la liste, notamment en mars et avril 2020 où elles sont deux fois supérieures. La consigne de Pôle emploi pendant le confinement a été de ne pas procéder à des sorties pour radiation administrative, elles ont repris en juin 2020 et sont similaires par rapport à l'année précédente.

Graphique 10

### Évolution de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS-CJO)



### La demande d'emploi augmente quels que soient la tranche d'âge et le sexe

Malgré une hausse par rapport à juin 2019 de la DEFM ABC et l'impact important chez les moins de 25 ans, le nombre de DEFM a atteint son niveau le plus haut depuis 2010.

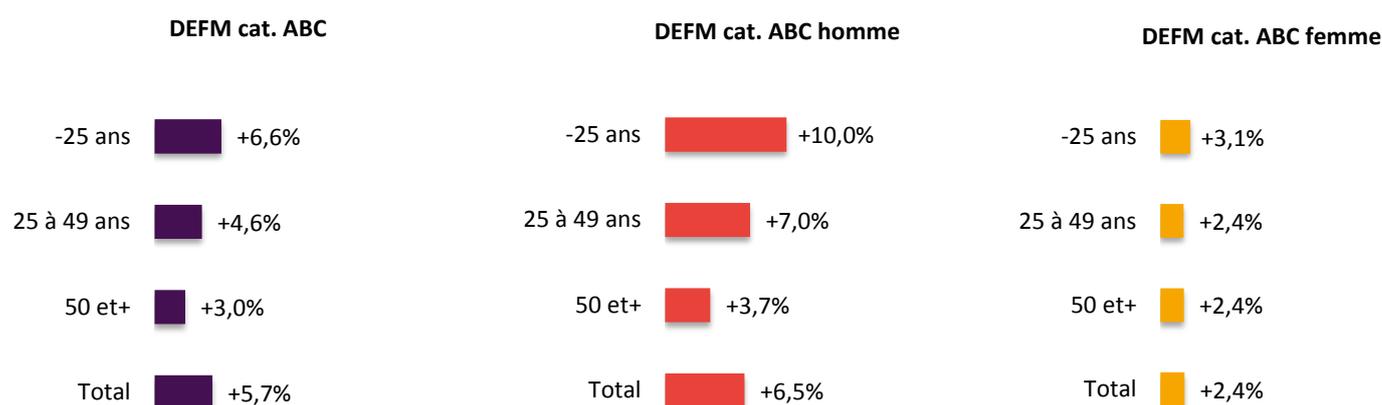
Ainsi, la population des moins de 25 ans variait peu depuis 2013 et la variations dues aux activités saisonnières restent les mêmes que les années précédentes pour se chiffrer à 1 550 (soit +135 sur un an), même si la période laisse percevoir une légère hausse. Les 25-49 ans remontent à 8 960 (+ 430) et les seniors affichent un niveau stable (3 670, soit + 121).

Les hommes sont plus affectés que les femmes surtout ceux de moins de 25 ans.

La population des moins de 25 ans reste la moins représentée (11%) dans la demande d'emploi (14% FM) [cf. Graphique 11].

Graphique 11

#### Évolution (juin 2019 - juin 2020) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



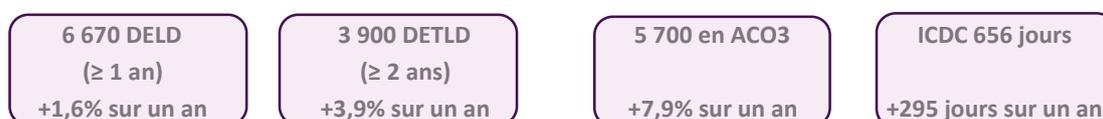
Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

### Le chômage de très longue durée perdure

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a presque triplé en huit ans, ce qui confirme l'enlisement au chômage, autant présent dans le département qu'au niveau national. 3 880 personnes sont touchées par ce phénomène au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, soit 27% de la DEFM cat. ABC.

L'indicateur conjoncturel de durée au chômage, calculé par Pôle emploi (ICDC), évalue l'incidence de la conjoncture économique sur le marché du travail et les opportunités offertes pour sortir de la liste des demandeurs d'emploi. Si la conjoncture économique au 2<sup>e</sup> trimestre 2020 se maintenait dans les Hautes-Alpes, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit environ 22 mois consécutifs à Pôle emploi (656 jours). Sur un an, cet indicateur augmente de 295 jours, soit 42 semaines.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ACO3 de Pôle emploi) est de 5 700 à fin juin 2020, en hausse de +7,9% sur un an.



#### EN SAVOIR PLUS

• Données détaillées chômage et demandeurs d'emploi ([lien](#))

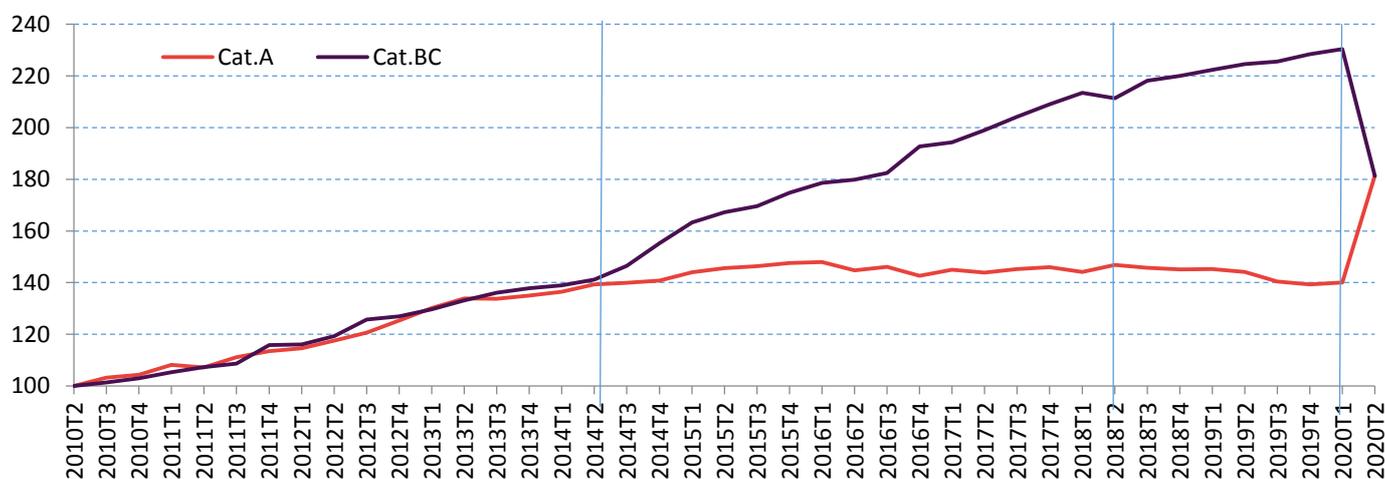


## Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2014, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait selon le même rythme, qu'ils soient en activité ou non. De 2015 à 2017, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuivait sa hausse tandis que le nombre de personnes sans activité (catégorie A) se stabilisait. Depuis juin 2018, la catégorie BC continuait de progresser tandis que la catégorie A diminuait. La crise sanitaire a inversé ces tendances. Les bascules entre les catégories de demandeurs d'emploi A et BC impactent fortement l'amplitude des évolutions de chacune, dans un sens contraire à la tendance des précédents mois [cf. Graphique 12].

Graphique 12

Évolution (juin 2010 - juin 2020) de la DEFM cat. A et cat. BC en indice base 100



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

## Près de 14 600 reprises d'emploi en 2019

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ACO1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 8].

L'impact négatif de la crise sanitaire a commencé à se manifester sur cet indicateur au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 avec un recul annuel de -12%.

Tableau 8

Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ACO1 en 2019

	Volume	Poids	Évolution
Reprise d'emploi déclarée	770	5%	+3,1%
Passage en C	2 950	20%	+8,6%
Passage en E	30	0%	+283,2%
AFPR / POE	100	1%	+38,2%
DPAE durable	2 920	20%	-3,3%
DPAE non durable	7 840	54%	-1,1%
<b>Ensemble des reprises d'emploi</b>	<b>14 600</b>	<b>100%</b>	<b>+0,8%</b>

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes – ACOSS, DPAE

## EN SAVOIR PLUS

- Éclairages et Synthèses trimestriel sur les reprises d'emploi des demandeurs d'emploi en région (Pôle emploi)



## Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail,
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance,
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an. Le public PIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC). 6 400 personnes sont ciblées « PIC », soit 45% des DEFM cat. ABC dans les Hautes-Alpes [cf. Tableaux 9 et 10]. La part de public PIC, par rapport à la demande d'emploi de catégorie ABC, est plus importante pour les 50 ans et plus et les demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'obligation d'emploi.

Tableaux 9 et 10

### Caractéristiques du public PIC en juin 2020

France métropolitaine	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	2 821 100	52%	1 404 500	48%	50%
Moins de 25 ans	664 600	12%	331 600	11%	50%
50 ans et plus	1 422 600	26%	941 900	32%	66%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	2 611 400	48%	1 476 300	50%	57%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	495 200	9%	350 900	12%	71%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	714 100	13%	487 400	17%	68%
<b>Ensemble des DEFM cat. ABC</b>	<b>5 417 800</b>	<b>100%</b>	<b>2 947 000</b>	<b>100%</b>	<b>54%</b>

Hautes-Alpes	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	7 200	51%	2 800	44%	39%
Moins de 25 ans	1 500	11%	700	11%	47%
50 ans et plus	3 700	26%	2 100	33%	57%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	6 800	48%	3 100	48%	46%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	1 300	9%	800	13%	62%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	100	1%	0	0%	0%
<b>Ensemble des DEFM cat. ABC</b>	<b>14 200</b>	<b>100%</b>	<b>6 400</b>	<b>100%</b>	<b>45%</b>

Source : Pôle emploi, STMT données brutes au 30 juin 2020

### Les entrées en formation (données régionales)



Source : Pôle emploi, Bilan du PRIC

### EN SAVOIR PLUS

- Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences

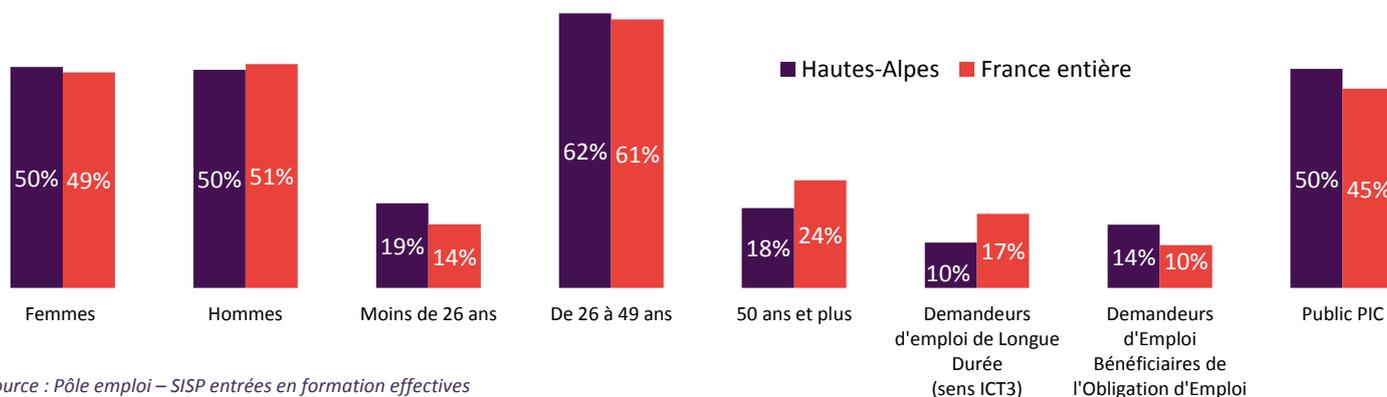


## 2 120 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2019

En 2019, ce sont plus de 2 120 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le département. Les Hautes-Alpes représentent 3,5% des entrants en formation de de la région. Les moins de 25 ans et 26-49 ans, les demandeurs d'emploi bénéficiant de l'obligation d'emploi et le public PIC sont plus représentés [cf. Graphique 13].

Graphique 13

### Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2019



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

### Pôle emploi est le principal prescripteur de formation en région

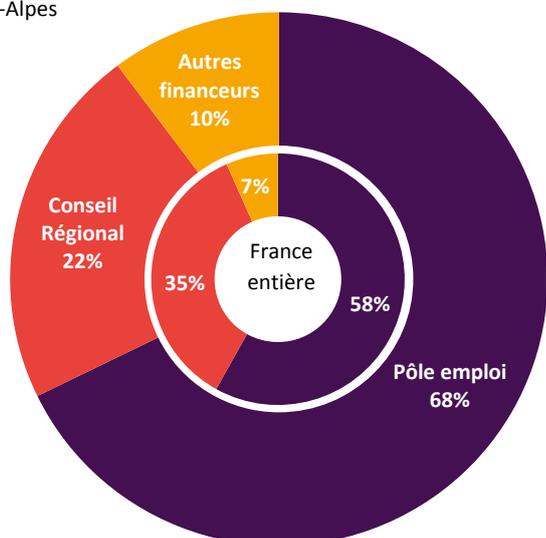
68% des formations en région sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie. Les Actions de Formation Conventionnée (AFC) sont les plus prescrites dans les Hautes-Alpes (32% des aides contre 11% seulement au national). Les formations des Actions Individuelles de Formation (AIF) suivent avec 24% des aides contre 32% dans le pays. Les formations du Conseil Régional représentent 22% des aides (35% pour France entière) [cf. Graphique 14].

Les principaux domaines de formation sont le transport avec 12%, les langues avec 9% et le développement personnel et professionnel avec 9%. Les cinq principaux champs [cf. Tableau 11] représentent 44% des entrées en 2019.

Graphique 14

### Les principaux financeurs de formation

Hautes-Alpes



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

Tableau 11

### Les principaux champs de formation

Champ de formation	Entrées en formation	Part (en %)
Transport	246	12%
Langues	198	9%
Développement personnel et pro	181	9%
Santé secteur sanitaire	152	7%
Hôtellerie restauration	150	7%
<b>Ensemble des entrées</b>	<b>2 119</b>	<b>100%</b>

Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

## EN SAVOIR PLUS

- retrouvez les requêteurs sur les entrées et sorties de formation ([lien](#))

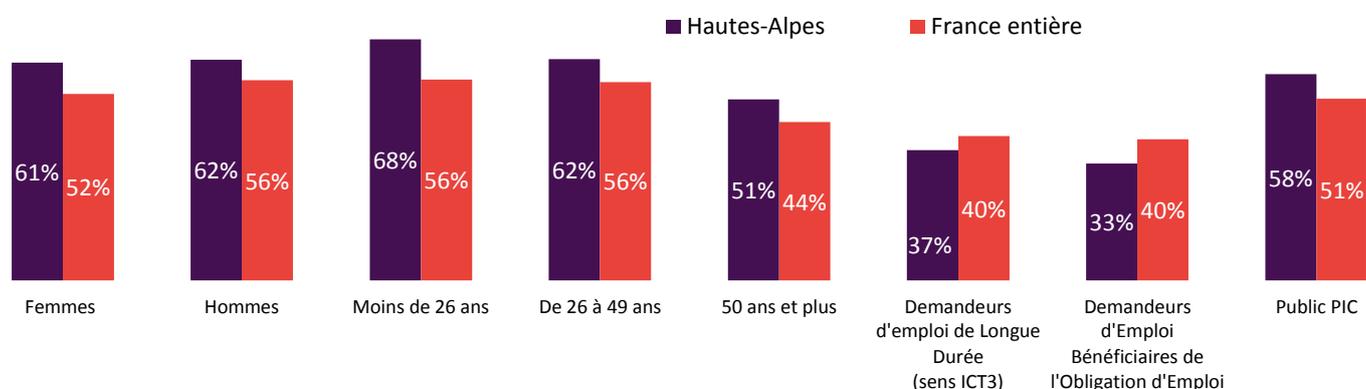


## 61% des sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

Dans les Hautes-Alpes, près de 2 000 personnes sont sorties de formation en 2019. Parmi ces individus, 61% ont accédé à un emploi d’au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation. Au niveau des différents publics [cf. Graphique 15], certains accèdent plus favorablement à l’emploi comme les moins de 26 ans. D’autres comme les seniors, les demandeurs d’emploi de longue durée (au sens de l’ACO3) et les bénéficiaires de l’obligation d’emploi sont plus éloignés de l’emploi.

Graphique 15

### Taux d’accès à l’emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d’emploi



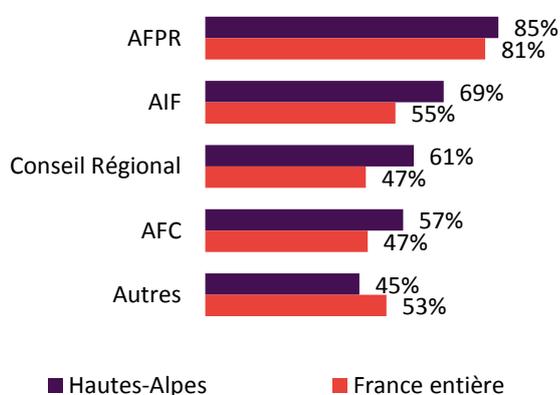
Source : Pôle emploi – FH sortants de formation ICT4 enrichi, SISF entrées en formation effectives

## Les AFPR permettent un meilleur accès à l’emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font partie des actions de formation qui donnent les meilleurs accès à l’emploi en 2019 [cf. Graphique 16]. Les AFPR et les AIF ont les meilleurs taux d’accès avec respectivement 85% et 69%. Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l’emploi sont celui du service à la personne (71%) avec les champs santé secteur sanitaire, hôtellerie restauration, action sociale, celui de l’échange et gestion (66%) avec les champs santé, commerce, gestion financière, direction d’entreprise, celui des fonctions de production (69%) avec le champ manutention et celui de la formation générale, lettres et langues (66%) avec les champs langues, développement personnel et professionnel [cf. Tableau 12].

Graphique 16

### Les accès à l’emploi selon le type de formation en 2019 (\*)



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

(\*) Les résultats des aides POEI et POEC n’étant significatifs pour certains départements (moins de 60 sortants de formation), elles sont affichées à 0.

Tableau 12

### Les principaux domaines par taux d’accès

Domaine	Taux d'accès à l'emploi (%)	Sortants de formation
Services aux personnes	71%	600
Echange et gestion	66%	400
Formation générale, lettres et langues	49%	300
Services à la collectivité	66%	100
Fonction production	69%	100
<b>Total des sortants</b>	<b>61%</b>	<b>1 900</b>

Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

## EN SAVOIR PLUS

- retrouvez les requêteurs sur les entrées et sorties de formation ([lien](#))



## Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ACO1) et du lieu de résidence par le biais de la Statistique du Marché du Travail (STMT), permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. 91% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans un département de la région. Pour les autres, certains se dirigent vers les départements alpins limitrophes ou les Bouches-du-Rhône [cf. Tableau 13].

Tableau 13

### Départements de travail les plus fréquents des DEFM cat. AB inscrits en 2018



Les 5 départements de travail les plus fréquents	
Hautes-Alpes	86%
Alpes-de-Haute-Provence	3%
Bouches-du-Rhône	2%
Isère	1%
Savoie	1%

#### Aide à la lecture :

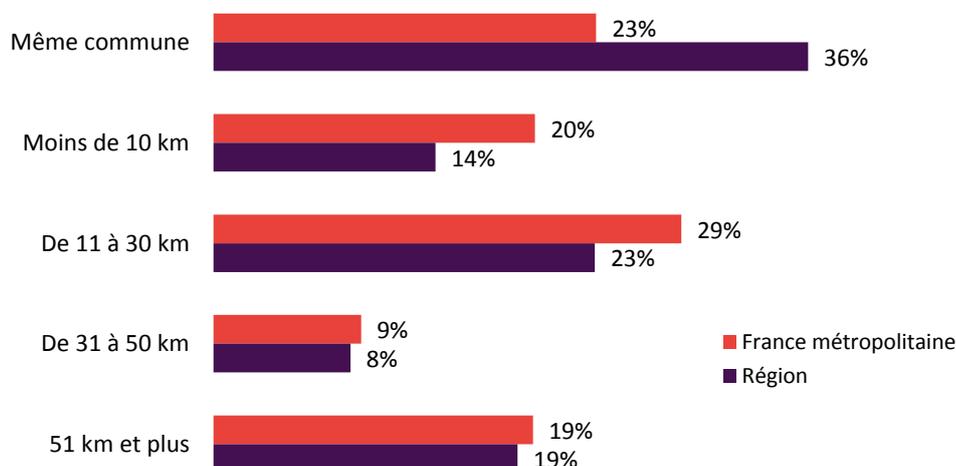
2% des demandeurs d'emploi cat. AB domiciliés en Hautes-Alpes en 2018 ont trouvé un emploi dans les Bouches-du-Rhône.

Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

Les demandeurs d'emploi du département sont peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi des Hautes-Alpes. Plus d'un tiers retrouvent un emploi dans leur commune de résidence (23% FM), alors que près d'un sur cinq ont repris un emploi à plus de 50 km de leur domicile [cf. Graphique 17].

Graphique 17

### Répartition des DEFM cat. AB selon leur distance domicile-travail



Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

### En résumé

L'essor démographique des Hautes-Alpes n'a pas été significatif depuis 30 ans. La seule croissance démographique du département tient exclusivement aux migrations résidentielles. De plus, les Hautes-Alpes souffrent d'un déficit de jeunes adultes (18-35 ans) qui vont dans les grandes villes notamment en raison du fait qu'il n'y a qu'un pôle universitaire restreint. Entre 2011 et 2016, le solde migratoire annuel moyen était de +0,2% et la variation annuelle de la population de +0,25%.

La spécificité de l'emploi présentiel dans les Hautes-Alpes (81%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants de la région et les biens et services qu'ils consomment.

Avec un taux de chômage de 7% au 2<sup>e</sup> trimestre 2020, la main d'œuvre départementale est moins touchée par le chômage. Ce taux de chômage régresse par rapport à 2019 et similaire à celui de la France. Le revenu disponible dans les Hautes-Alpes est en moyenne inférieur à celui des habitants de la région. Malgré une faible pauvreté qui tend à s'accroître, celle-ci se situe principalement dans les zones rurales isolées (Insee Données Locales 2020).

Un autre facteur d'exclusion concerne les revenus disponibles des Hauts-Alpins, ils sont en moyenne plus bas que le reste de la région. Malgré une pauvreté moins marquée que dans le reste de la région, le département est touché par une précarisation de l'emploi qui atteint plus particulièrement les jeunes.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 91% des demandeurs d'emploi cat. AB qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans la région et seulement 19% pour un emploi de plus de 50 kms.

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2019, ce sont plus de 2 120 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le département. 61% des sortants de formation ont accédé à un emploi au cours des 6 mois qui ont suivi la fin de formation.

Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de France métropolitaine. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait Régional, 6 portraits Départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),

Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),

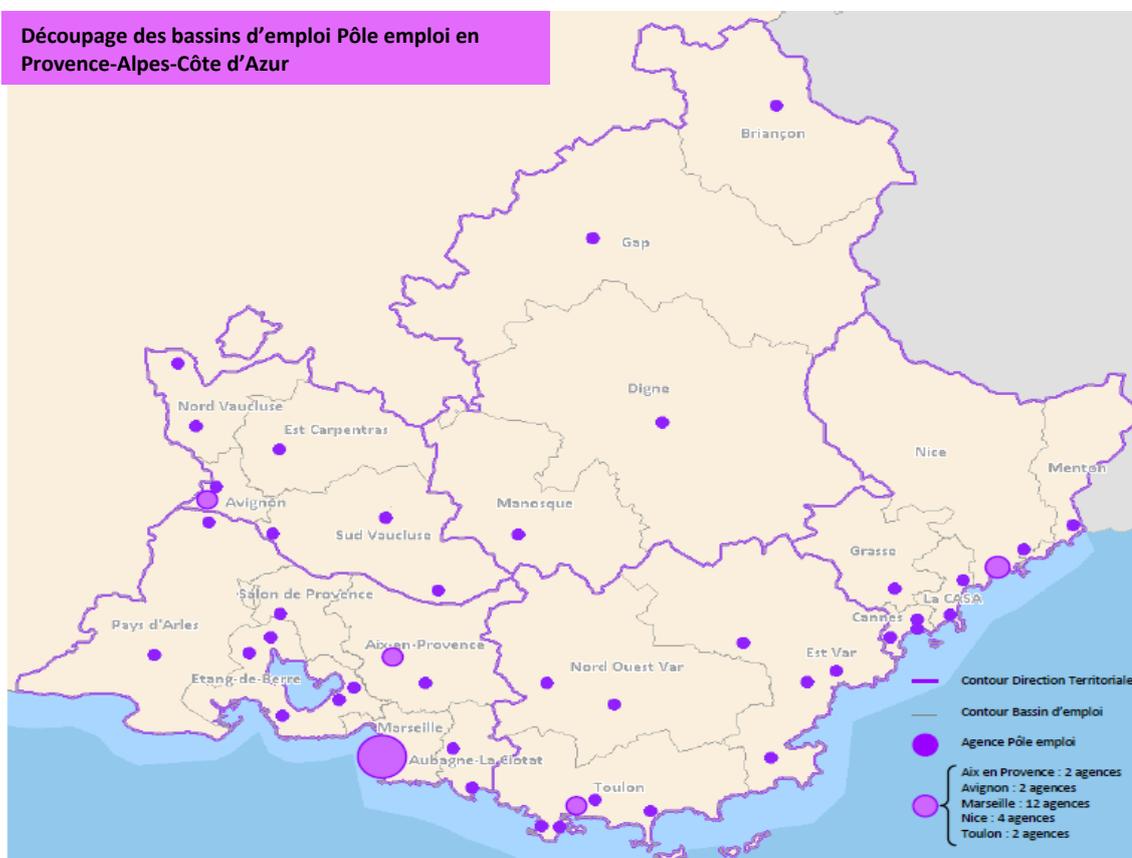
Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),

Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),

Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur la page régionale de [www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org) ainsi que les informations nationales sur [www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org).



Directeur de la publication  
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction  
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation  
Laurence SARACINO et Marjorie ZAKARIAN  
Direction de la Stratégie, Innovation & Lab  
Service Statistiques, études et évaluations

[www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org)



@Nous contacter : [statistiques.13992@pole-emploi.fr](mailto:statistiques.13992@pole-emploi.fr)

